



Communiqué de Presse

SNCF : Macron veut faire place nette pour l'ouverture à la concurrence !

De sa première déclaration lors de l'inauguration de la première LGV privée qui va coûter 120 millions d'euros de déficit par an à l'entreprise publique jusqu'à son interview dans le magazine interne de SNCF, le président Macron développe son projet de liquidation des acquis des cheminots pour soi-disant : « *sauver le système ferroviaire* ». Pour la fédération SUD-Rail, ces déclarations d'intentions révèlent la volonté jupitérienne de faire place nette avant une éventuelle ouverture à la concurrence.

Alors que la dette du système ferroviaire est une dette d'Etat issue de décennies de politique du tout TGV et de politiques clientélistes d'aménagement du territoire, il faudrait aujourd'hui que les salariés de SNCF payent la facture ! C'est inacceptable !

Suite aux dernières contre-réformes des retraites, l'alignement a été réalisé sur le nombre de trimestres à cotiser et sur l'âge de départ à taux plein mais aujourd'hui le problème est ailleurs, il se trouve dans la surcotation retraite payée par SNCF pour ses agents... Surcotation que les entreprises privées du ferroviaire, candidates à se partager le gâteau des subventions publiques de transport dans le cadre de l'ouverture à la concurrence, ne veulent pas assumer. Réduire la dette pour réduire les péages réglés par les futurs nouveaux entrants et faire financer le tout par une régression sociale sans précédent pour les cheminots, voilà le plan Macron pour le ferroviaire et c'est ce que la fédération SUD-Rail dira lors de son audience du 7 septembre au ministère des transports.

C'est fort du refus des salariés d'être les victimes collatérale du Monopoly ferroviaire et conscient des enjeux et des attaques tous azimuts contre les droits des citoyens (droit du travail, sécurité sociale, assurance-chômage, retraites...) que la fédération SUD-Rail appelle l'ensemble des travailleurs du rail à rejoindre les cortèges Solidaires en région le 12 Septembre pour lutter contre ces attaques globales envers le monde du travail et ceux « qui ne sont rien » ...